

Accueil

Débat-Concert 5 sept

Salariés en lutte

Actualités

Bonnes nouvelles

Vidéos

Photos

Tracts & affichages

Contact & Liens

Forum & Tchat

Bilan social des effectifs : 1er janv 2007 = 2697 salariés, 1er janv 2009 = 2174, depuis la reprise du site et les promesses de sauvegarde de tous les emplois = 1617 salariés

Tract de la CGT Général Motors de Strasbourg

Partout, la politique patronale est la même. Partout, il s'agit de faire un maximum de profits que se partageront des actionnaires sans scrupules, appliquant une politique antisociale en règle dans leurs entreprises sur des salariés qui créent pourtant les richesses dont ils profitent. Suppressions d'emplois pour augmenter une productivité jamais suffisante à leurs yeux, reprise d'usine par des gens dont le métier n'est autre que de faire toujours plus d'argent (ils le disent eux même comme ça), taper dans les caisses publiques par autant de subventions qu'ils ont d'imagination. Au final, c'est toujours la même chose, ce sont les salariés qui trinquent, et depuis un an, nous payons le prix fort.

Nous avons reçu un tract des GM de Strasbourg et en le lisant, chacun reconnaitra la même politique qui est appliquée dans nos entreprises respectives : **Cliquez ici**

Mais loin de se résigner, partout aussi, les salariés se révoltent, la colère monte, et elle s'est exprimée clairement jeudi 17 septembre à Paris (voir page d'accueil). Alors comme le disent les GM, vivons DEBOUT ! Tous aux manifs du 7 octobre à Bordeaux et du 22 octobre à Paris.

La CGT-Ford le 23 septembre 2009

PHILIPS EGP DREUX : Fermeture du site

Fin de l'activité industrielle chez PHILIPS EGP DREUX

La nouvelle est tombée : la direction de PHILIPS FRANCE convoquera le 8 octobre 2009 à Suresnes les membres du Comité Central d'Entreprise afin de leurs signifier la fin de l'activité industrielle sur le site de Philips EGP Dreux.

Il faut dès maintenant organiser la lutte pour être capable de présenter une alternative à cette annonce et de défendre au mieux l'ensemble des salariés afin de garantir une activité industrielle PHILIPS sur le site de Dreux.

Ce n'est que la continuité de la stratégie que mène le groupe depuis 1997 sur le site « délocalisation de l'outil de production, baisse des volumes ainsi que des effectifs » Cette décision de politique de casse industrielle, vise à satisfaire les actionnaires au détriment de la vie de milliers de salariés.

Philips est un grand groupe, il a les moyens de **garantir l'emploi** a tous ses salariés !!

Ne soyons pas résignés, luttons contre le dictat capitalisme !!!

Par CGT PHILIPS EGP DREUX

Plus d'infos sur leur blog : <http://cgt-egp-dreux.over-blog.com/>

Freescal: les salariés de plus en plus remontés

Source : Métro du 22 sept 2009



En grève depuis quinze jours, les salariés veulent durcir le mouvement. Des actions sont prévues toute la semaine.

L'intervention des forces de l'ordre, vendredi matin, pour stopper les barrages filtrants de l'usine Freescale de Toulouse a laissé un goût un amer dans les rangs des salariés. En grève depuis quinze jours pour obtenir des « indemnités de licenciement décentes » en marge de la fermeture du site prévue pour 2011, ces derniers ont décidé ce lundi en assemblée générale – où plus de 200 personnes étaient présentes - de durcir le mouvement.

« Nous avons été choqués que la direction nous envoie des cars de CRS alors que nous manifestons pacifiquement, estime Didier Zerbib, délégué CGT. C'est très mal joué de leur part, car ça ne fait que démontrer dans quel état d'esprit ils sont ».

Ce lundi, certains cadres ont d'ailleurs pris part à la grève « par solidarité » pour la première fois, alors que d'autres ouvriers se sentaient « regonflés à bloc ». Mais n'ayant plus le droit de barrer la circulation de marchandises à la suite d'une décision de justice prise la semaine dernière, les salariés ont donc décidé ce lundi de mener dès cette semaine « des actions musclées » un peu partout dans Toulouse.

Du côté de la direction du spécialiste en semi conducteurs, on estime qu'il n'y a pas urgence. « Nous avons justement prévu une échéance à long terme pour accompagner correctement le reclassement de tous les salariés », indique-t-on. Une réunion doit avoir lieu le 2 octobre sur le sujet.

Grève de La Poste: Les raisons de la colère

Source : 20 minutes le 22 sept 2009



La journée de grève nationale prévue mardi à La Poste est précédée ce lundi par une «grève illimitée» dans les 185 bureaux de poste parisiens. «Les deux mouvements sont à distinguer», souligne Jean-François Fouqué, trésorier du syndicat des services postaux, «mais ils se rejoignent». Mais pourquoi les salariés de la Poste se battent-ils?

Ils dénoncent les suppressions d'emploi

Le mouvement parisien, entamé lundi avec un peu moins de 14% de grévistes, demande à ce que soient abandonnés les projets de réorganisation et les suppressions d'emploi qui iraient avec. Selon Jean-François Fouqué, interrogé par 20minutes.fr, les bureaux parisiens ont connu «beaucoup de rénovation de bâtiments et à chaque réouverture, on perd deux ou trois guichetiers en moyenne.» Les bureaux parisiens ont perdu 140 postes aux guichets depuis six mois.

Ils condamnent la baisse de qualité des services

Claude Quinquis, renchérit en expliquant que ces suppressions d'emploi ont pour conséquence d'amoindrir la qualité du service. «En même temps qu'un allongement des horaires, il y a eu une baisse du personnel au guichet, ce qui entraîne un service moins bien rendu.» Le problème est notable dans les quartiers populaires. Jérôme Cottenceau (CGT) explique qu'au bureau de Poste de Château Rouge, à Paris, où la grève a commencé le 7 septembre, «le temps d'attente augmente» car l'activité dite de «banque sociale», c'est-à-dire le retrait au guichet de petits montants, notamment sur les Livret A, «n'est pas

jugé rentable» et ne dispose pas de personnel suffisant.

Ils craignent une «privatisation cachée»

Le mouvement parisien s'inscrit dans le cadre d'une grève nationale prévue mardi. Celle-ci a pour but de dénoncer le projet de loi d'ouverture au capital. Présenté au conseil des ministres le 29 juillet dernier, il doit passer devant le Parlement en octobre. Pour les syndicats, il s'agit d'une «privatisation cachée». Le ministre du Travail a pourtant assuré que cela n'arriverait pas. «Je ne comprends pas l'inquiétude des salariés (...) Il n'est pas question de privatiser La Poste, il est question que La Poste reste un service à 100% public», s'est-il emporté dimanche lors du Grand rendez-vous Europe 1/Le Parisien/Aujourd'hui en France. Interrogé sur France Inter, le porte-parole du NPA (Nouveau parti anti-capitaliste) Olivier Besancenot a rétorqué qu'«à chaque fois, on change de statut au début, c'est 100% public. Puis, au fur et à mesure, on ouvre un petit peu le capital et ensuite c'est la privatisation totale».

Ils ont peur que s'installe une «logique de rentabilité» qui n'est pas la leur

Ce que redoutent les syndicats derrière cette «privatisation cachée», c'est de «suivre le chemin de France Télécom, avec des actionnaires privés qui arrivent et instaurent une logique de rentabilité pour maintenir les taux de rendement. Dans ce cas là, le prix unique du timbre n'aurait par exemple aucun sens. Ce seraient deux logiques qui s'affronteraient», analyse Jean-François Fouqué. Dans cette hypothèse, estiment les syndicats, les usagers seraient les premiers lésés. C'est pourquoi ils ont organisé du 28 septembre au 3 octobre prochain une «votation citoyenne» à travers la France.

Contis : Appel à tous les Partis et associations attachés à la défense des droits ouvriers et des libertés publiques.

Appel à tous les Partis et associations attachés à la défense des droits ouvriers et des libertés publiques.

Le tribunal de Compiègne a rendu un verdict le 1er septembre qui condamne 6 salariés de Continental Clairoix, par un jugement qui remet sur pied la loi anti casseurs abrogée en 1981.

En effet, ce jugement a décidé de faire supporter, en plus des condamnations pénales lourdes, solidairement, à ces 6 salariés, la responsabilité d'indemniser la totalité des dégradations que d'autres auraient commises, en se basant sur un principe de responsabilité collective inconnu dans la loi: les 6 doivent payer pour les 600 présents ce jour là.

La fermeture de Continental Clairoix est déjà un scandale, en soi, et il n'est pas admissible que les salariés se retrouvent 2 fois victimes : la première en tant que licenciés, et la deuxième condamnés pour l'exemple pour avoir arraché des garanties importantes par leur lutte. Mais cette condamnation a une portée qui dépasse le cadre même de la lutte des 1120 travailleurs de Continental.

Le Sénateur UMP Marini, a revendiqué publiquement l'extension à tout le pays et à toutes les situations de ce « nouveau droit » issu du jugement contre les salariés de Continental. C'est en effet la menace qui plane sur l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique avec la réintroduction des principes liberticides de la loi anti casseurs dont pourraient être victimes demain salariés

en lutte ou manifestants.

C'est pourquoi, pour l'équité, la justice, la défense des droits ouvriers et des libertés publiques il nous paraît important que vous repreniez en compte, à nos côtés, ce combat pour faire rapporter ce jugement du tribunal de Compiègne.

Nous avons, quant à nous, décidés de faire appel, et à l'invitation des organisations syndicales de Goodyear Amiens nous serons présents à la manifestation du 17 septembre 2009 à 11H00 devant la Bourse des valeurs à Paris.

Nous appelons donc tous les responsables nationaux des partis et des associations à venir à nos côtés jeudi 17 septembre, en manifestant par leur présence leur solidarité avec nos demandes, en même temps que la condamnation de tous les licenciements qui sont les deux mots d'ordre de cette manifestation.

Pour l'avenir, dès maintenant, nous pouvons vous indiquer qu'un rassemblement devrait se tenir le samedi 26 septembre à 15H00 devant l'usine de Continental Clairoix.

D'une façon générale, nous souhaitons avoir votre soutien pour cette lutte difficile mais indispensable. Nous nous tenons à votre disposition pour tous renseignements complémentaires et nous souhaiterions discuter avec vous des modalités que pourrait prendre ce soutien et la prise en charge de ce combat pour les libertés publiques.

Clairoix le 15 septembre 2009.

L'Intersyndicale CGT/FO/CFE - CGC/CFDT/CFTC de Continental-Clairoix.

Le comité de lutte.

Courrier du comité de grève de Freescale

Depuis le 7 septembre les ouvriers de fabrication de Freescale (Toulouse, anciennement Motorola, 1600 travailleurs dont 1100 sont sous la menace d'un licenciement d'ici la fin 2011 et parmi ceux-ci 236 dans les semaines qui viennent) sont en grève sous la direction d'un comité de grève, dont les représentants CGT-CFDT-CFTC, élu par l'assemblée générale.

L'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC avait envoyé une délégation à la manifestation de Chatelleraut du 30 juillet à l'appel des New Fabris et donné son adhésion à la constitution d'un collectif contre les patrons voyous et licenciés. De même une délégation a participé à la réunion des entreprises en lutte ou menacées de licenciements organisée le 5 septembre par la CGT de Ford Blanquefort (Bordeaux).

Avec notre entrée dans la grève nous ressentons encore plus vivement la nécessité de coordonner notre lutte avec celle de toutes les entreprises menacées immédiatement, grandes ou petites, afin d'aider à impulser le nécessaire mouvement d'ensemble, car nous les savons bien ce sont tous les travailleurs qui sont menacés à court ou long terme (comme ce sont tous les patrons, Etat compris, qui sont, à un moment ou à un autre, voyous et licenciés). C'est pourquoi dès le 9 septembre nous avons participé nombreux au rassemblement organisé par les Molex à l'occasion de la venue de Bernard

Thibault à Villemur.

Nous nous adressons aujourd'hui à :

- toutes les équipes militantes ou syndicales des entreprises qui avaient apporté leur adhésion au projet de collectif contre les patrons voyous et licenciés ;
- toutes celles qui ont participé à la manifestation de Chatellerault en soutien aux New Fabris ou, dans l'impossibilité d'y participer, avaient manifesté leur soutien à l'initiative ;
- et en fait toutes celles dont l'entreprise est comme la nôtre en butte aux attaques patronales ou gouvernementales.

Nous proposons de relayer et reprendre ensemble l'appel des New Fabris afin de construire et développer la coordination entre nous et de mettre nos forces en commun au service de chacun.

Et pour cela d'appeler ensemble et le plus tôt possible à une réunion du collectif des entreprises en butte aux patrons voyous et licenciés.

Nous sommes prêts à organiser matériellement cette réunion. Mais Toulouse étant un peu décentrée par rapport aux entreprises du Nord et l'Est du pays, il convient certainement de s'entendre entre nous non seulement sur la date mais aussi le lieu qui conviendrait le mieux.

Nous vous demandons d'adresser vos réponses et vos propositions à :

freescaleenlutte@yahoo.fr
Newfabrisenlutte@yahoo.fr

Mais nous pouvons aussi prendre un premier contact entre nous le 17 septembre à la Bourse à Paris pour ceux qui participeront à ce rassemblement de travailleurs de la métallurgie et de la chimie. Les grévistes de Freescale y enverront une délégation.

Le Comité de grève soutenu par les sections syndicales CGT-CFDT-CFTC

GOODYEAR Amiens = patrons voyous !

des ouvriers en colère

Usine à bout de course avec des machines dans un état d'épaves et dangereuses pour les ouvriers. Politique patronale antisociale à l'extrême.

En juin dernier, l'équipementier automobile Goodyear annonçait un projet de plan social visant à licencier 817 salariés de son usine d'Amiens. Motif : la crise et le manque de compétitivité de ce site industriel. Mais selon les syndicats, ce manque de compétitivité est le résultat de la stratégie de Goodyear, qui a sciemment préféré investir dans les pays à bas coût de main d'œuvre plutôt que dans l'usine d'Amiens, où les chaînes de production sont aujourd'hui obsolètes. La fermeture de l'usine est la conséquence d'une stratégie industrielle décidée bien avant les difficultés de la firme, et la crise ne fait qu'accélérer cette restructuration. Mais les ouvriers décidés à se défendre ont réussi cet été à faire annuler le plan de licenciement par la justice.

Cliquez > Arte a diffusé un reportage sur les GOODYEAR en colère <Cliquez



L'Intersyndicale de Continental Clairoix.
Le comité de lutte.
Les 1120 salariés.

Aux secrétaires généraux des confédérations
CGT/CFDT/FO/CFTC/CFE-CGC / Solidaire/FSU/UNSA

Cher camarade,

La condamnation de 6 salariés de Continental par le tribunal de Compiègne, le 1er septembre 2009, est une attaque d'une extrême gravité, non seulement contre les travailleurs de Continental mais aussi contre le monde du travail dans son ensemble.

Il s'agit d'un jugement d'exception qui, au mépris du droit et des lois, vise à faire régner dans le pays un climat de peur parmi les salariés et les militants syndicaux qui voudrait se défendre.

La condamnation à des peines de prison et au paiement (indéfini à ce jour) à des sommes considérables, au nom d'une responsabilité collective, est la remise sur pied de la loi dite « anti casseurs », abolie il y a 28 ans.

Nous, travailleurs de Continental Clairoix, n'acceptons pas que l'Etat prenne en otage 6 d'entre nous. Nous sommes fiers de notre combat et n'entendons pas baisser la tête, pas plus aujourd'hui qu'hier.

Mais si nous sommes bien décidés à défendre notre dignité de travailleurs, à travers l'unité qui nous a toujours rassemblés, nous en appelons à toutes les confédérations syndicales pour relayer ce combat dont l'issue aura des conséquences pour tous les salariés du pays.

En ce qui nous concerne nous avons déjà décidé de nous joindre à la manifestation du 17 septembre 2009 à Paris, à la Bourse, organisée par les syndicats de Goodyear d'Amiens.

Nous pensons que, même si les délais sont courts, il serait souhaitable qu'il y ait au moins la présence de chacune des confédérations, aux côtés des salariés mobilisés, pour affirmer, dans l'unité la plus large, la volonté de défendre les droits de tous les travailleurs en défendant les 6 salariés de Continental condamnés.

Quelles qu'aient été les divergences qui aient pu exister entre nous, l'intérêt général des salariés exige aujourd'hui une réponse unitaire et la plus large possible à ces attaques de l'Etat, du gouvernement et du patronat.

Nous sommes prêts à discuter de toutes initiatives communes à mettre sur pied le plus rapidement possible, et nous souhaitons pouvoir nous rencontrer dans les délais les plus brefs pour organiser cela.

Nous comptons donc sur votre réponse à nos adresses e-mail, celle de la CGT-CFDT-FO.

Clairoix le 2 septembre 2009
L'Intersyndicale de Continental-Clairoix.
Le comité de lutte

Lettre des NEW FABRIS

Le 30 juillet, 3000 délégués syndicaux et salariés menacés dans leurs entreprises se sont joints aux New Fabris à Châtellerault, dans la Vienne, pour tenter de relancer le syndicalisme de la base. La CGT Ford Blanquefort y était !

Après les centaines de milliers d'emplois détruits ces derniers mois et devant le silence assourdissant des directions syndicales nationales qui refusent de prendre en charge la nécessaire unité des luttes et des travailleurs, les syndicalistes de la bases prennent de plus en plus l'initiative afin de changer un rapport de force qui nous est défavorable et de créer pour se faire le "tous ensemble" indispensable pour changer la situation.

C'est dans ce sens que les New Fabris ont écrit cette lettre publique :

"Chers camarades,

Pour différentes raisons (en particulier sa venue tardive près d'un mois et demi après la fermeture et le début de l'occupation de l'usine), la manifestation du 30 juillet à Châtellerault en solidarité avec les New Fabris n'a pas été suffisante pour empêcher que le dénouement du conflit se fasse au détriment des travailleurs et au profit des patrons voyous, ceux de New Fabris mais surtout ceux de PSA et de Renault eux-mêmes.

Organisée en plein milieu de l'été, alors que beaucoup d'entreprises étaient déjà en congé, le nombre de délégations venues de Châtellerault et de la Vienne, mais aussi et surtout de bien d'autres régions de France, a cependant souligné le sentiment d'avoir été abandonnées qui domine dans beaucoup d'entreprises en lutte.

Car depuis longtemps, mais encore plus ces 12 derniers mois, c'est bien de l'isolement qu'ont aussi été victimes les salariés des entreprises qui subissent des licenciements, des plans sociaux ou des fermetures de site.

Cette manifestation a également prouvé que beaucoup sont prêts à passer à l'action concrète à condition qu'on fasse appel à eux.

Elle a prouvé enfin l'importance d'établir des liens à la base, entre les entreprises elles-mêmes, afin de permettre de susciter la réaction de tous et de toutes quand l'une de ces entreprises est attaquée. Or tout le monde le sait, les attaques qui redoublent déjà en cet été vont encore se multiplier à la rentrée.

C'est pourquoi les Fabris ont lancé le 30 juillet l'idée d'un collectif contre les patrons voyous et licenciés.

*A ce collectif, des délégations présentes le 30 juillet ont déjà dit qu'elles étaient prêtes à apporter leur adhésion comme celles de **la CGT Ford Blanquefort** ou de l'intersyndicale CFDT-CGT-CFTC de Freescale à Toulouse.*

C'est également le cas d'autres entreprises qui ne pouvaient pas être présentes à la manifestation comme la CGT Merlin-Gerin dans les Alpes, la

CGT Michelin à Cholet, la CGT Philips à Dreux, la CGT IBM à La Gaude ou encore le Collectif de Résistance Ouvrière qui regroupe plusieurs entreprises de la Meuse et de la Haute Marne (Sodetal, Mc Cormick, Ellat, Ebrex, Rocamat).

Et davantage encore, ces 2 dernières semaines, de nombreuses délégations ont affirmé leur intérêt pour l'initiative des Fabris : la CGT Molex à Villemur, la CGT SKF à Fontenay Le Comte, SUD Renault à Guyancourt, la CGT PSA Saint-Ouen, la CGT Continental à Compiègne, la CGT de la Caisse Des Dépôts, l'USM CGT des chantiers navals de Saint-Nazaire, la CGT et la CFDT de TDF (Télédiffusion De France), le syndicat FO du centre d'appels du Club Med à Saint Ouen, la CGT Renault Cléon, etc.

Cela confirme la nécessité de celle-ci. Nous entendons bien la maintenir et la développer.

Le but de cette lettre est de confirmer les premiers liens noués entre nous, voire de les établir.

Ce sont ces liens qui permettront au collectif de remplir d'abord son rôle d'informateur (faire connaître aux autres la situation de chaque boîte menacée) et peut-être ensuite celui d'organisateur de l'action (relayer les appels et les propositions d'action et de lutte d'ensemble qui pourraient être lancés à partir de telle ou telle boîte menacée).

Pour renforcer et confirmer le réseau que nous avons commencé à tisser avec cette idée de collectif, nous aurons certainement à proposer prochainement une rencontre entre nous qui pourrait se faire autour d'une des équipes militantes représentant une entreprise adhérente au réseau.

*Et d'ores et déjà nous proposons de soutenir toutes les initiatives, quelles que soient leurs modalités et leurs formes, qui veulent contribuer, comme la nôtre, à aller dans le sens de la convergence, de la coordination et de l'extension des luttes comme **le débat-concert organisée le 5 septembre à Blanquefort par la CGT Ford** ou la manifestation du 17 septembre à la Bourse de Paris appelée par les fédérations CGT de la Chimie et de la Métallurgie.*

En espérant que votre réponse sera que, comme nous, vous souhaitez renforcer nos liens afin que nous ne restions plus rester isolés chacun dans notre usine, bureau ou chantier face à des patrons et un gouvernement qui eux sont fermement unis comme l'a montré l'alliance Estrosi-PSA-Renault contre les Fabris."

Fraternelles salutations

Guy Eyermann

Ex-porte parole des Fabris en lutte

Des salariés en colère bloquent un terminal de Roissy

Source : Le Parisien le vendredi 28 août 2009



Voilà qui a quelque peu compliqué les retours de vacances. Plusieurs dizaines de salariés de la société aéroportuaire Vigimark Sûreté, rejoints par des salariés de **Continental**, ont temporairement bloqué l'accès routier au terminal 2 de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle vendredi matin.

Le blocage a duré une heure et les manifestants ont ensuite entamé une marche dans les terminaux de l'aéroport.

Les salariés en colère, réunis à l'appel de la CGT et de Sud, réclament une contribution du groupe Derichebourg, mais aussi des Aéroports de Paris (ADP) et d'Air France, au plan social et économique (PSE) qui est en train de se dessiner chez Vigimark Sûreté.

«Nous voulons dire à ADP qu'il est au coeur de ce système et qu'il doit participer au PSE dans le reclassement et avec une aide financière», a expliqué Abderrahmane Yousfi, représentant du personnel.

Les manifestants réclament également que le groupe Derichebourg qui a cédé en début d'année son activité sûreté à Vigimark pour un euro symbolique, «prenne ses responsabilités et assure un PSE digne de ce nom», selon M. Yousfi.

Selon Erik Bilinski, de la CGT, «227 postes doivent être supprimés (sur 670 environ), mais dans les mois à venir cela va s'aggraver car Vigimark va encore perdre des marchés».

«Nous avons appelé tous nos copains en France et ceux de Continental nous ont rejoints», a-t-il expliqué. «Nous demandons la présence du patron de ADP Roissy et du sous-préfet», a conclu le délégué syndical.

200 salariés de Goss défilent dans les rues de Nantes

Source : Ouest France le vendredi 28 août 2009



Partis depuis 7 h 15, du siège de l'entreprise fabricant du matériel d'imprimerie au nord de Nantes, 200 salariés de Goss ont défilé en musique dans les rues de Nantes ce matin. Ils ont terminé leur périple devant la préfecture où une délégation inter-syndicale a été reçue par un membre du cabinet. Objet de l'entrevue: les 171 licenciements prévus et l'attitude des pouvoirs publics.

Chaffoteaux : Les salariés expulsent le directeur du site et réclament 100.000 euros d'indemnités de licenciement

Source : AFP et le Télégramme le 21 / 08 / 09



Des croix symbolisant les emplois détruits devant l'entreprise Chaffoteaux-et-Maury à Ploufragan

Sommés par la direction d'Ariston Thermor Group de débloquer le site de Ploufragan (22), les salariés de Chaffoteaux refusent de laisser entrer et sortir le moindre camion. Les 200 ouvriers, qui ont organisé des débrayages tournants, ont même expulsé leur directeur, Aldino Zeppelli, du site de Ploufragan. Après un face-à-face tendu, les salariés ont en effet rejeté catégoriquement la demande du directeur du site de cesser le blocus et d'évacuer l'usine. «Hors de question» ont répondu en bloc les salariés qui savent que la direction italienne fait face à une rupture de stocks de l'autre côté des Alpes. Les trois millions d'euros de pièces détachées et l'équivalent de 54 camions de production retenus à Ploufragan, sont en effet leur seule monnaie d'échange face à la direction. «Un stock de guerre» qu'ils entendent donc monnayer jusqu'au bout, contre le plan qui prévoit 2041 licenciements sur 251 salariés.

«Comme les Conti»

Hier, les salariés ont commencé à remplir un cahier de revendications. Pour l'heure, la principale demande exprimée est le versement d'une indemnité de licenciement de 100.000 euros, soit l'équivalent de ce qu'ont perçu les salariés de l'usine Continental de Clairoux dans le cadre de leur plan de réclassement.

Quatre ans après, les ex-salariés de Flodor seront indemnisés

Source : 20minutes le MERCREDI 19 AOUT



Le tribunal de grande Instance de Péronne leur a donné raison face à Unichips... Une victoire à retardement. Les 173 ex-salariés de Flodor vont finalement obtenir réparation quatre ans après la fermeture de leur usine de Péronne, dans la Somme, indique France Info ce mercredi matin.

Le tribunal de grande Instance de Péronne a condamné Unichips, la société mère de Flodor, et deux de ses succursales, à leur verser des indemnités comprises entre 20.000 et 50.000 euros. Selon la radio, la justice a estimé que le plan de sauvegarde de l'emploi proposé par Unichips avait été insuffisant. Le groupe n'a pas encore indiqué sa décision de faire appel ou non.

Au micro de France Bleu Picardie, Guy Bachelet réagit après avoir passé 30 ans chez Flodor: «C'est inespéré pour moi», confie-t-il alors qu'il travaille aujourd'hui seulement quatre heures par jour pour 600 euros par mois. Et d'ajouter: c'est une victoire «du pot de terre contre le pot de fer».

Les Chaffoteaux veillent sur leur trésor de guerre

Le 17 août 2009



À Ploufragan (Côtes-d'Armor), les salariés du fabricant de chauffe-eau poursuivent leur lutte pour sauver leur emploi. 207 d'entre eux devraient être licenciés, sur 250.

Barbecue allumé pour le repas du midi. Une poignée d'hommes discutent sous les rayons de soleil qui percent. Il fait beau et il règne comme une ambiance de vacances. Nous ne sommes pourtant pas sur un camping ou en bord de mer, mais devant l'usine Chaffoteaux et Maury, producteur de chaudières et chauffe-eau à Ploufragan, appartenant au groupe italien ATG (Ariston Thermo Group).

Les chaînes de production sont arrêtées et ce n'est pas par plaisir que les salariés passent leurs congés sur le site. Depuis l'annonce des licenciements de 207 d'entre eux sur 250, en juin, ils occupent leur usine afin de « **préserver leur trésor de guerre** », comme ils l'appellent. Le trésor en question, c'est le reste de production de chaudières encore en stock dans les 50 000 m² de locaux qui sonnent le vide. Les chaînes ont été transférées ou détruites. Quant au savoir-faire, il est délocalisé pour créer des emplois, en Chine ou en Italie.

Des actions significatives et originales

Ils sont une trentaine en moyenne à tenir le siège. Chacun amène sa petite touche pour occuper les « copains ». La semaine dernière, Viviane a fait de l'initiation à la couture, d'autres ont proposé de la sculpture ou de la peinture, pendant que certains assuraient la cuisine.

Pour faire parler d'eux, ils ont édité une série de cartes postales ironiques, avec l'aide du photographe François Daniel, qui les suit depuis le début de leur combat. Sur les cartes, on peut voir des portraits de salariés sur leur lieu de travail, vidé de ses machines.

Avec un slogan : « **Projet d'été ? Se faire licencier.** » Une nouvelle série a été éditée à 15 000 exemplaires, pour la rentrée. « **L'objectif est qu'elles soient diffusées et qu'on parle de nous. Que chacun se les envoie partout en France, mais aussi en Italie** », explique Chantal Jouan, déléguée CGT.

Le nouveau projet, en route depuis jeudi, porte sur un calendrier où treize volontaires ont posé nus avec leurs outils de travail. Certains ont déjà trouvé

leur phrase choc pour compléter leur portrait. C'est le cas de Daniel Hubert, électricien chez Chaffoteaux, qui déclare : « **Je suis rentré avec rien, trente ans de boîte et je sors à poil.** »

Une conférence tous publics sur les salariés et leur usine se déroulera le 20 août à Ploufragan. Ils y exposeront leurs actions, leur histoire. Certains ont préparé des textes pour l'occasion. Une boîte sera mise à disposition pour récolter des dons, nécessaires pour financer un voyage en car en Italie, afin de manifester devant le siège du groupe ATG.

Leurs « vacances » prendront fin officiellement mardi 18 août. La veille, dès 9 h, ils seront réunis en assemblée générale, pour déterminer la suite de leurs actions. Avec la volonté, selon Chantal, de « **durcir le ton** ».

Source : Ouest-France

La direction d'Altran Technologies assignée par les salariés

AP | 17.08.2009

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Toulouse a renvoyé lundi au 17 septembre son ordonnance concernant la direction d'Altran Technologies, cette société de conseil en technologies et innovation assignée par le comité d'établissement pour la mise en place d'un plan personnalisé de départs volontaires (PPDV), a-t-on appris de source judiciaire.

Les salariés réclament la suspension de ce PPDV, annoncé à la mi-juin par la société, qui devrait concerner 500 salariés en France, dont plus d'une cinquantaine dans le Sud-Ouest. "Je réclame la suspension de ce PPDV car il n'y a aucune volonté de la part d'Altran de sauvegarder au maximum l'emploi", a expliqué à l'Associated Press Me Jean-Marc Denjean, avocat du comité d'établissement, au sortir de l'audience, jugeant ce plan "creux et insuffisant".

Selon l'avocat, il "ne comporte aucune mesure de reclassement interne ni même aucune information sur les possibilités d'évolution et de reclassement au sein de l'entreprise qui permettraient aux salariés de prendre leur décision en toute connaissance de cause". "On est dans un processus de contournement des dispositions légales", a accusé Me Denjean, ajoutant par ailleurs que le CE n'avait pas été "régulièrement informé et consulté" lors de la procédure.

Joint par l'Associated Press, la direction d'Altran n'a pas souhaité faire de commentaire. Le groupe emploie plus de 17.000 collaborateurs dans une vingtaine de pays, dont plus de 6.000 en France. AP

Molex : fin de grève, démission de la direction, et bouclage de l'usine

NOUVELOBS.COM | 06.08.2009



L'usine de l'équipementier automobile Molex de Villemur-sur-Tarn, près de Toulouse, est désormais gérée depuis le siège de Molex aux Etats-Unis, a annoncé jeudi 6 août à l'AFP Marcus Kerriou, qui a démissionné de son poste de co-gérant du site, condamné à la fermeture fin octobre.

"La direction de Molex aux USA reprend le management direct de l'usine de Villemur. Les deux co-gérants ont donné leur démission. Dans le cadre de leurs attributions européennes, ils conservent une mission opérationnelle à Villemur", a précisé Marcus Kerriou.

"Je reste cependant impliqué sur le site de Villemur dans le cadre de mes attributions de vice-président des relations humaines pour Molex en Europe", a souligné le responsable, qui avait été retenu contre son gré par les salariés pendant 24 heures en avril.

Les salariés ont voté la fin de la grève mais...

Les salariés en grève ont voté jeudi 6 août dans l'après-midi pour la reprise du travail mais ont été empêchés d'entrer dans l'usine par des vigiles de la direction.

"Il faut qu'on vote la reprise du travail pour prouver qu'on veut travailler et qu'on ne peut pas. Le jour où ils auront débloqué le site, on pourra se remettre en grève", a déclaré le secrétaire du comité d'entreprise, Denis Parise (CGT), avant le vote.

Les salariés ont fait constater par huissier de justice, à l'issue de ce vote, que l'entrée du personnel et des élus du CE, était interdite par des vigiles placés devant l'entreprise par la direction de Molex.

Devant la justice

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Toulouse a renvoyé au 11 août son ordonnance concernant quatre salariés de l'usine assignés par la direction pour "l'agression" et le "blocage des accès du site" depuis le 7 juillet dernier. "Nous demandons la fermeture immédiate et temporaire de l'usine le temps que les réparations et la sécurisation du site soient effectives", a plaidé Me Kim Champion, l'un des avocats de la direction de Molex, soulignant que le "mouvement social connaît une dérive violente". "Nous arrivons à un stade supérieur, à quelque chose de surnois et de beaucoup plus grave", a ajouté Me Kim Champion au cours de l'audience, précisant "qu'on ne peut pas négocier sous la menace".

Vers "un retour à la négociation" ?

Par ailleurs, les élus PS des collectivités locales ont adressé un courrier à Nicolas Sarkozy pour lui faire part de "leurs vives inquiétudes quant à la situation de l'usine et à l'avenir de ses 283 salariés" et pour solliciter une audience avant le 15 septembre, date à laquelle sera remis le nouveau rapport des experts sur la viabilité du site, "afin d'évoquer toutes les pistes envisageables pour une reprise du site, d'une manière précise et assortie d'un échéancier".

Maryse Dumas, de la CGT, a affirmé jeudi qu'"un retour à la négociation" serait

28/09/2009 19:30:56

obtenu dans le conflit de l'équipementier automobile américain Molex, malgré l'annonce mardi de l'arrêt des discussions avec un possible repreneur de l'usine.

L'agression selon la direction

"Une quarantaine de personnes alcoolisées ont agressé verbalement puis physiquement Eric Doesburg", directeur du développement de Molex USA, "lors de sa sortie de l'usine vers 21h30" mardi, a affirmé l'ex-co-gérant de l'usine de connectique automobile, Marcus Kerriou, ajoutant qu'Eric Doesburg avait reçu "des coups de poing et de pied".

Selon le cadre agressé, cité dans le texte, "la police locale et nationale n'a pas répondu à des appels à l'aide répétés".

"Nous sommes indignés à la fois par l'attitude des individus impliqués dans les violences et par l'absence de réponse de la police que nous avons appelée à l'aide", a-t-il ajouté.

Eric Doesburg, qui marche avec une canne après une opération s'est dit "choqué" et a porté plainte pour "violences". Selon le groupe, il s'est vu prescrire un arrêt maladie de sept jours.

"Aucun coup" selon le responsable syndical

Mais pour les syndicalistes, il n'y a pas eu d'acte de violence.

"Je suis formel, Eric Doesburg n'a reçu aucun coup, simplement des oeufs", a indiqué un représentant CGT, Guy Pavan, qui reconnaît cependant que "ça s'est échauffé un peu avec les gardes du corps".

"J'ai appelé le ministère pour lui relater les faits, j'ai dit que personne ne s'est approché et que je m'étais personnellement interposé", a ajouté le secrétaire du CE Denis Parise, entendu mercredi matin par les gendarmes.

New Fabris : Des salariés menacent de faire sauter leur usine

Le lundi 13 juillet 2009



"Les bouteilles de gaz sont dans l'usine. Tout est prévu pour que ça saute" s'il n'y a pas d'accord au 31 juillet stipulant que chaque salarié recevra 30.000 euros, déclare le délégué CGT de l'usine New Fabris à Chatellerault.

Les 366 salariés de New Fabris à Chatellerault dans la Vienne, en liquidation judiciaire, ont menacé de faire sauter leur usine au 31 juillet s'ils n'obtiennent pas 30.000 euros d'indemnité par employé de leurs principaux clients, PSA et

Renault, a-t-on appris de sources syndicales le dimanche 12 juillet. L'entreprise travaillait à 90% pour les deux constructeurs automobiles.

"Les bouteilles de gaz sont dans l'usine. Tout est prévu pour que ça saute" en l'absence d'accord au 31 juillet stipulant que chaque salarié recevra 30.000 euros de PSA et Renault, a déclaré Guy Eyer mann, délégué CGT et secrétaire du CE.

"On ne va pas laisser PSA et Renault attendre août ou septembre pour récupérer les pièces en stock et les machines encore dans l'usine" s'est insurgé le syndicaliste. "Si, nous, on n'a rien, eux n'auront rien du tout", a-t-il ajouté.

Rendez-vous au ministère de l'Emploi

Trois cars, soit environ 150 salariés, se sont rendus mardi dernier à la direction de PSA pour tenter de négocier l'indemnité. Une délégation similaire ira à la direction de Renault jeudi prochain, a ajouté Guy Eyer mann. Un rendez-vous au ministère de l'Emploi est également prévu le 20 juillet.

Les salariés de New Fabris occupent leur usine depuis le 16 juin, date de la mise en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Lyon.

Société familiale à l'origine, New Fabris a été reprise début 2008 par le groupe italien Zen, spécialisé dans la mécanique de précision et l'usinage en sous-traitance automobile.

Le groupe Zen, implanté dans le nord de l'Italie à Padoue emploie 600 salariés.

Il déclare un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros.

Source : Nouvelobs.com avec AFP

Conti: «Une mobilisation comme celle-ci, ça regonfle les pneus !»

Près de 700 salariés de l'usine Continental de Clairoix ont manifesté mercredi matin à Paris, pour réclamer l'arrêt des poursuites enclenchées contre sept des leurs, en raison du saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril dernier.

Le mercredi 24 juin 2009



On les pensait au bout du rouleau, épuisés par trois mois de lutte intense depuis la fermeture de leur usine de Clairoix le 11 mars dernier, désireux de partir en vacances et profiter de leur prime de 50 000 euros obtenue auprès de

la direction de l'entreprise Continental... Il n'en est rien. Les salariés de «Conti» étaient près de 700, mercredi matin, à avoir fait le trajet de Compiègne jusqu'à la place Vendôme, sur les 1100 salariés que comptait l'usine de fabrication de pneus.

Sono, pétards, fumigènes, pancartes et refrains vindicatifs, tout l'attirail des grandes heures de la mobilisation est de sortie. Pas pour obtenir un bonus supplémentaire où une indemnisation salariale plus importante, mais pour soutenir les sept salariés de l'usine qui sont poursuivis en justice pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne le 21 avril dernier.

Ce jour-là, près de 200 salariés dépités par la décision du tribunal de Sarreguemines de confirmer le plan social décidé par la direction de Continental, s'attaquaient au poste de garde de l'entreprise pneumatique, puis saccageaient les bureaux de la sous-préfecture de Compiègne, renversant les dossiers et détruisant les ordinateurs, pour des dégâts estimés après coup à 30 000 euros.

Les «Conti» attendent un «geste» de la part d'Alliot-Marie

Sept d'entre eux ont été formellement identifiés et sont en attente d'un jugement qui devrait être connu le 17 juillet prochain. Ils risquent jusqu'à sept ans de prison et 75 000 euros pour «destruction volontaire». Parmi eux, Xavier Mathieu, délégué CGT et meneur de la révolte des Conti, tient le micro en tête de cortège. Il réclame «la relaxe et la fin des poursuites pour lui et ses camarades», comme «preuve de bonne volonté de la part de la nouvelle locataire de la place Vendôme», ajoute un membre du collectif meusien de lutte venu en soutien.

Mais de bonne volonté, point à signaler chez Michèle Alliot-Marie. La nouvelle ministre de la Justice indique qu'elle ne peut pas recevoir la pétition des «Conti» pour cause «d'emménagement dans ses nouveaux locaux». Afin de bien faire passer le message, des CRS bloquent l'accès au ministère de la Justice. «Au moins avec le Medef, on avait pu aller jusque dans le hall» ironisent quelques-uns.

Il en faut plus pour arrêter les «Conti», qui ont vu d'autres depuis le début des hostilités, en mars dernier. Ils restent plantés là, apostrophant les «patrons voyous» et fustigeant «une nouvelle fois l'absence des politiques» lorsqu'il s'agit de se mobiliser. Seule le NPA, et dans une moindre mesure, le Parti communiste, sont épargnés.

Besancenot en «guest star»

Olivier Besancenot, justement, bloqué par les forces de l'ordre, réclame de se joindre au cortège. «Laissez-le passer ou ça va péter» houspillent les «Conti». Le leader trotskyste arrive à se frayer un chemin jusqu'au micro, entre tapes viriles sur le dos et poignées de mains admiratives. «Merci d'être là», crie-t-il à la foule. «Grâce à vous ensemble, on va déplacer les montagnes et aboutir l'interdiction des licenciements». «Sans mauvais jeu de mot, une mobilisation comme celle-ci, ça regonfle les pneus» conclut le dirigeant du NPA, sous un tonnerre d'applaudissements. Claude Bartolone, député PS arrivé un peu plus tard, aura moins de succès. Mais comme les «Conti», il souhaite que l'Etat «retire sa plainte».

Les leaders syndicaux promettent de ne pas lâcher le morceau: ils contacteront jeudi le cabinet de Michèle Alliot-Marie pour obtenir un rendez-vous. Le jour même où le pré-accord sur les conditions de licenciement, conclu entre l'intersyndicale et l'équipementier automobile, doit être entériné à Bercy. Les salariés de «Conti» entendent bien faire d'une pierre deux coups.

Source : [Libération.fr](http://liberation.fr)

Chaffoteaux : les 700 marcheurs de la révolte

Le jeudi 25 juin 2009



Les salariés ont reçu, hier, le soutien de travailleurs d'autres usines, d'élus, d'amis... Deux heures de marche pour dire « non » à la disparition d'un des plus grands noms de l'industrie locale.

Ils partirent de l'usine à 350, ils arrivèrent devant la préfecture à 700. Hier matin, les 260 rescapés du fabricant de chaudières de la marque Chaffoteaux-et-Maury de Ploufragan ont marché pour protester contre un plan social qui prévoit entre 149 et 207 licenciements. Décision annoncée avec brutalité le 18 juin par la direction de l'entreprise, le groupe italien Ariston Thermo Group, en raison, semble-t-il, d'un marché français des chaudières murales et chauffe-bain à gaz en perte de vitesse.

Guy Le Bris, 70 ans, qui en a passé la moitié chez Chaffoteaux, rappelle qu'« **on a été 2 200 là-dedans ! Il en reste plus que 49 des salariés. C'est triste. Y'aura plus rien à Saint-Brieuc si l'usine disparaît** ». « **Je suis dégoûtée, lâche Ghislaine Jaglin, employée syndiquée du conseil général venue apporter son soutien. Sept couples travaillent aujourd'hui chez Chaffoteaux. Ils ont des enfants à charge, des traites à payer. Il faut se battre pour eux.** »

Sous un soleil éclatant, le cortège est parti à 10 h tapantes du siège de l'usine pour huit kilomètres de marche. Les mains bourrées de pancartes hostiles à leurs « **gangsters** » de patrons et les cordes vocales armées d'espoir : « **Chaffoteaux doit vivre, Chaffoteaux vivra !** » Des salariés du Joint Français ou de Manoir Industries où des appels au débrayage avaient été lancés, des employés du centre de tri postal, des citoyens, des amis, des voisins des Chaffoteaux ont défilé avec eux ou les ont encouragés. « **Les commerçants de Saint-Brieuc nous soutiennent aussi, merci à eux !** », se réjouit Martial Collet, délégué FO chez Chaffoteaux.

À 12 h 15, devant la préfecture des Côtes-d'Armor, les élus étaient au coude-à-coude. « **Il y a une grande solidarité dans l'action,** témoigne l'édile de

Saint-Brieuc, Bruno Joncour. **Cette mobilisation est un encouragement pour poursuivre la lutte et pour dénoncer des méthodes de dirigeants qu'on croyait révolues. »**

« **On croit au maintien du site. Il faut interpeller les pouvoirs publics pour mettre en place un plan de sauvegarde** », pense le communiste Jean-Guy Le Bère. Philippe Delsol, maire de Plouha et vice-président du conseil général, parle d'un « **effet boules de billard** » et d'un « **désert social** » si le site de Ploufragan devait disparaître. Déléguée CGT, Chantal Jouan pense, elle, que la direction le fermera « **purement et simplement au retour des vacances** ».

Une délégation a été reçue vers 12 h 30 par le directeur de cabinet du préfet à qui des pétitions et une lettre du maire de Ploufragan ont été remises. FO et la CGT appellent les salariés de Tressignaux à un blocage de leur usine. Ceux de Ploufragan sont en chômage partiel jusqu'à la fin de la semaine prochaine.

Direction de l'entreprise, État, élus locaux et syndicats se retrouveront lundi ou mardi prochain à 16 h autour d'une table ronde. « **On veut que nos patrons nous donnent enfin des explications, hurle Chantal Jouan. Qu'ils arrêtent de nous trahir et de nous mener en bateau !** » Les salariés se réuniront ce matin à 9 h pour décider des actions à mettre en place. Idem demain, après-demain...

Source :**Ouest-France**

Nos articles sur les "salariés en lutte" ne représentent pas toute l'actualité mais sont des exemples de ce qui paraît dans la presse sur le sujet. Ils n'ont pour seuls buts que d'informer et d'ouvrir les yeux sur les conflits sociaux dans ce pays. Partout, les ouvriers, les salariés subissent des attaques sur les salaires, sur le temps de travail, les retraites, les services publics ou pire, sur l'emploi. Face à cela, il n'y a que deux choix possibles : Baisser les bras et se résigner **OU s'organiser, se syndiquer, se révolter, LUTTER !!!**

Historique de cette page du 04 avril au 24 juin 2009